

■ **Lundi 30
Novembre** ■

Lettre quotidienne de la septième conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce

■ **OMC: en route vers un accord en 2010 ?**

Une conférence sur les orientations de l'OMC

Axée sur le thème « *L'OMC, le système commercial multilatéral et l'environnement économique mondial actuel* », la septième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce s'est ouverte ce lundi pour trois jours à Genève. Elle rassemble 2700 délégués des 153 Etats membres, 400 journalistes et près de 500 représentants d'ONG. Organe suprême de décision de l'organisation, la Conférence ministérielle est censée se réunir tous les deux ans. La rencontre de Genève intervient pourtant quatre ans après la réunion ministérielle de Hong-Kong et est considérée comme « *une conférence ministérielle ordinaire* » qui n'est pas orientée spécifiquement vers un travail de négociation, mais doit offrir un cadre de travail sur les orientations de l'OMC. Pascal Lamy, directeur de l'OMC, souligne cependant que les négociations du cycle de Doha ne seront pas complètement absentes de l'ordre du jour. Cette Conférence offre selon lui « *une tribune permettant aux ministres de passer en revue le fonctionnement de l'institution* », y compris le Cycle de Doha, et une occasion unique « *d'adresser au monde un certain nombre de signaux forts en ce qui concerne l'ensemble des questions traitées par l'Organisation — depuis la surveillance jusqu'aux différends, en passant par les accessions, l'Aide pour le commerce, l'assistance technique et la gouvernance internationale* ».

« La surprise c'est qu'il n'y aura pas de surprise »

Dans son allocution aux ONG, Pas-

cal Lamy a réaffirmé l'intention des pays membres d'aboutir à des progrès techniques significatifs à la fin de cette septième Conférence ministérielle. Selon lui, ces avancées devront poser les jalons d'un accord politique en 2010. « *Quand un plat n'est pas cuit, vous ne le servez pas* » a-t-il affirmé en indiquant que cette rencontre n'aboutirait pas à un texte formel et que « *la surprise, c'est qu'il n'y aura pas de surprise* » contrairement aux réunions ministérielles précédentes. Pour M. Lamy, l'OMC est « *arrivée à l'âge de maturité* » qui doit permettre aux négociateurs d'avoir une idée assez précise, à la fin de cette conférence ministérielle, de ce qui doit être fait pour conclure le cycle de Doha.

Les Etats membres affirment l'importance d'un accord en 2010

Dès dimanche 29 novembre, l'ensemble des pays en développement et émergents ont souligné dans un communiqué commun l'importance qu'ils accordent à une conclusion du cycle de Doha en 2010. Estimant que les retards pris dans la conclusion du cycle causent de lourds préjudices en termes de développement économique, ils ont demandé que soit rapidement organisée une réunion multilatérale en 2010 destinée à évaluer « *les progrès accomplis et identifier les obstacles qui restent* ». Celso Amorim, le ministre des affaires étrangères brésilien, a déclaré à l'AFP à ce sujet qu'« *il y a un pays en particulier qui fait qu'on avance pas* », désignant à demi-mot les Etats-Unis, où le Congrès semble peu ouvert sur une avancée des discussions commerciales de l'OMC. Avant l'ouverture de la Conférence,

de nombreuses déclarations regrettaient déjà l'absence de positions plus explicites de la part des Etats-Unis. Un engagement plus ferme de l'administration Obama dans la négociation commerciale est, pour de nombreux négociateurs, une des principales attentes de cette ministérielle. Lors de la cérémonie d'ouverture, le représentant américain au commerce, Ron Kirk, a pourtant affirmé que les Etats-Unis sont prêts « *à entrer dans la phase finale des négociations pour arriver à une ouverture substantielle des marchés* », en indiquant néanmoins qu'ils attendent « *des signes concrets d'ouverture de [leurs] partenaires* ». Le ministre indien du commerce, Anand Sharma, a répliqué dans son allocution que « *les demandes pour plus d'accès aux marchés des pays en développement doivent être modérées de la part des pays développés* ». Les pays du groupe de Cairns, représentant les grands exportateurs agricoles, ont également demandé au cours de la journée une conclusion rapide des discussions commerciales. « *Nous sommes déçus par les progrès limités accomplis dans la réduction des différends sur les questions agricoles* » ont-ils déclaré, en indiquant que les conclusions du cycle devaient inclure de nombreuses réformes du commerce des produits agricoles, qu'ils jugent encore inéquitable. Lors de son discours d'ouverture de la Conférence, Pascal Lamy a constaté que « *les dirigeants politiques sont pratiquement unanimes à assurer qu'ils veulent conclure en 2010, mais il ne suffit pas de le réaffirmer* ».

Points de vue



Un membre de la délégation brésilienne. (Sous couvert d'anonymat)

Certains ne considèrent plus le Brésil comme un pays en développement, qu'en pensez-vous ? Cette vision n'est pas réaliste. Si vous regardez attentivement les indicateurs de développement, le

Brésil ne se situe pas au niveau des pays développés mais demeure un pays en développement. D'ailleurs sur le plan agricole, nous sommes loin d'avoir résolu tous nos problèmes et nos difficultés. Nous conservons une agriculture familiale importante et nous sommes toujours confrontés à des conflits agraires. Le mouvement des paysans sans terre reste important au Brésil.

Après votre plainte contre les Etats-Unis, pensez vous qu'un accord global sur le coton est possible ? Plus que possible, un accord sur le coton est aujourd'hui nécessaire. C'est la question test pour la résolution du cycle de Doha. Nous restons persuadés que le dossier coton est un des thèmes principaux de la négociation. C'est un problème qui repose grandement sur la position des Etats-Unis. Actuellement, tous les problèmes des négociations sont liés aux positions de l'administration américaine.

La baisse des subventions peut-elle, selon vous, être une des solutions à la crise alimentaire ? Toutes les politiques de soutiens, sauf celles qui entrent dans la boîte verte, créent des distorsions. Plusieurs causes expliquent la crise alimentaire de 2008. D'abord, l'influence des subventions sur le marché international. Ensuite, le fait qu'aujourd'hui la production alimentaire utilise le pétrole de manière intensive, notamment à cause des transports. Les Etats-Unis ont également connu une crise de leur production d'éthanol qui a fait monter les cours. Ils auraient dû en importer du Brésil. Mais plus globalement, la crise alimentaire n'est pas une crise en tant que telle mais la conjonction de plusieurs crises. Pour ce qui concerne les pays les moins avancés (PMA), ils souffrent d'un manque d'infrastructure, de l'absence de subventions agricoles entrant dans la boîte verte et de politiques internes qui n'ont pas toujours été pertinentes. Il y a souvent une tendance à utiliser le commerce pour expliquer leurs problèmes agricoles. Pourtant, la crise alimentaire était surtout une crise de la production de riz et les exportations de riz sur la planète ne représentent que 8% de la production mondiale.



Dr. Krishan Bir Chaudhary, président de Bharatiya Krishak Samaj, principale organisation paysanne indienne.

L'OMC est-il un outil stratégique pour l'agriculture indienne ?

L'OMC défend l'agro-industrie, pas les paysans. Elle cherche à créer un marché favorable à l'agriculture des multinationales. Celles-ci souhaitent capturer la sécurité alimentaire des pays en développement, notamment en essayant de privatiser les semences. De plus, alors que les pays développés avaient promis de diminuer leurs subventions, ils continuent de les augmenter. Comment pouvons-nous les concurrencer ? Ce n'est pas possible... Avec l'augmentation des coûts de productions, nos paysans n'arrivent même pas à gagner le minimum nécessaire...

Quels sont les productions agricoles indiennes les plus sensibles à la libéralisation ? Pour ce qui concerne notre sécurité alimentaire, le riz est stratégique au Sud du pays et le blé au Nord. La canne à sucre est également un produit essentiel pour nous, car elle fait vivre plus de 30 millions de paysans. Mais globalement, toutes les productions sont importantes. L'agriculture n'est pas un commerce mais un mode de vie pour plus de 600 millions d'indiens.

Un déblocage des négociations, notamment entre l'Inde et les Etats-Unis est-il possible ? Où sont les réductions promises ? Il faut en finir avec les soutiens des pays développés, notamment ceux des Etats-Unis. Un soutien est un soutien, qu'il s'appelle boîte bleue, verte ou orange. Nous ne pouvons pas faire de compromis, c'est une question de sécurité alimentaire.

Afdi vous propose un

Eclairage sur ■■■

L'accès au marché

Le volet accès au marché vise à définir le traitement qu'accorde un pays à ses importations agricoles. Les négociations commerciales prévoient une « *amélioration substantielle de l'accès au marché* ». Il est convenu d'adopter une formule unique par bande, c'est à dire un calcul qui permettra de réduire les droits de douane les plus élevés. Les dernières modalités révisées, présentées à Genève en décembre 2008, proposent que les tarifs douaniers des pays développés subissent un abaissement minimum de 54%, allant de 50 à 70% selon leur niveau de départ. Les pays en développement (PED) verraient eux une baisse moyenne de 36%, impliquant un abaissement des droits de douane consolidés actuels de 33,3% à 46,7%. Les pays les moins avancés sont dispensés de tout abaissement.

Hormis les formules de réduction par bande, l'accord prévoit également la définition :

* De produits sensibles qui seraient soumis à des baisses des droits de douane moins importantes compte tenu de leur caractère stratégique.

* De produits spéciaux qui doit permettre aux PED de bénéficier d'abaissement réduits sur davantage de produits, compte tenu de leur caractère spécifique en termes de sécurité alimentaire, de moyens d'existence ou de développement durable.

* Du mécanisme de sauvegarde spécial donnant la possibilité aux PED de protéger leurs producteurs dans un contexte extérieur défavorable (augmentation du volume des importations et/ou chute des prix). Cette mesure a fait l'objet de controverses importantes entre les Etats-Unis et l'Inde lors de la rencontre ministérielle de juillet 2008.